

François Bayrou nommé Premier ministre

dimanche 15 décembre 2024



COMMUNIQUE DE PRESSE 13/12/2024

François Bayrou nommé Premier ministre :

L'instabilité politique toujours en marche avec Emmanuel Macron

La nomination de François Bayrou au poste de Premier ministre illustre une fois de plus l'incapacité d'Emmanuel Macron à tirer les leçons des derniers résultats électoraux, dans un contexte de crise politique profonde qu'il a lui-même provoqué notamment en dissolvant l'Assemblée nationale en juin.

Après des journées de revirements et de pressions au sommet, cette décision reflète l'impasse dans laquelle le président de la République maintient le pays.



Libre de droit avec le filagramme @CNL59

La CNL salue néanmoins le nouveau Premier Ministre et tient à lui faire savoir que des cages d'escalier jusqu'aux couloirs de Matignon, elle n'aura de cesse de faire entendre la voix des habitant·e·s et de faire respecter leurs droits.

Face à cette instabilité, les Français·es restent les premières victimes, en particulier sur des enjeux cruciaux comme le logement alors que 2,7 millions de personnes sont en attente d'un logement social et que 4,2 millions sont mal logées. Alors que la crise du logement s'aggrave et que les loyers continuent d'augmenter, ce remaniement politique ne fait qu'éloigner les priorités du quotidien.

La Confédération Nationale du Logement (CNL) rappelle ses revendications urgentes :

- Le gel des loyers afin de lutter contre la flambée des prix qui frappe les familles
- La construction de 250 000 logements sociaux par an et l'abrogation de la RLS afin de répondre à terme à la demande et résorber la crise actuelle, alors que 3,2 millions de logements sont vacants
- Une sécurité sociale du logement qui garantirait à chacun un droit effectif à un toit, à l'abri des aléas économiques et des décisions budgétaires arbitraires

À l'heure où le renforcement du droit au logement devrait être au cœur des priorités nationales, l'absence de vision claire dans ce domaine ne fait qu'alimenter les fractures sociales et territoriales.

Nous appelons les habitant·e·s à rester mobilisé·e·s pour exiger des réponses concrètes et immédiates.

La CNL continuera de défendre le droit au logement comme un pilier fondamental de la justice sociale.

Contact presse :

Marie-Pierre Vieu

Courriel : mariepierre.vieu@lacnl.com

Téléphone : 01 48 57 04 64

Montreuil, le 13 décembre 202